

Motion

Le Conseil Municipal prend acte du projet de restructuration du réseau de la Direction Départementale des Finances Publiques d'Indre et Loire.

Les élus Montois regrettent la fermeture dans le département de treize Trésoreries, trois Services des Impôts des Particuliers (SIP), trois Services des Impôts des Entreprises (SIE) et un Services des Impôts Fonciers, à horizon 2022.

Ce projet repose sur le développement de Maisons France Services (MFS), la création de deux Services de Gestion Comptable et de dix postes de Conseillers auprès des collectivités locales.

Pour autant, les MFS n'offriront pas aux contribuables une capacité et une continuité d'accueil équivalentes aux SIP, aux SIE et aux trésoreries, qu'elles sont censées à remplacer. Ces établissements non pourvus d'agent des Finances Publiques à plein temps, limiteront leur activité à l'accueil sur rendez-vous.

D'autre part, la gestion comptable de notre commune par le SGC de Loches signe la fin de la relation de proximité et de confiance que nous entretenions avec le service de Mme LIMET. Ce nouveau mode de gestion amène une multitude de questions : quant à l'accessibilité des services de la DDFiP, compte tenu du nombre de communes gérées par un SGC ; quant à la perte d'informations liée au nombre d'agents qui interviendront sur le dossier de notre collectivité, quant au niveau d'autonomie de nos nouveaux gestionnaires.

Enfin, la séparation de la gestion comptable et du rôle de conseil ne présente aucun gage de qualité. Ces nouveaux interlocuteurs ne disposant pas de la relation au quotidien avec les collectivités, auront pour mission d'apporter des conseils dont ils n'assumeront pas la traduction comptable.

Particulièrement affecté par la perspective de voir disparaître la trésorerie de Sorigny, le Conseil Municipal vous demande de renoncer à la mise en œuvre de ce projet.

Thierry Souvry

Henri Calas

SUPEREIRA

Jacques

B. Bours

Edèle Juglaux

S. S. S.

Valérie

G. G.

GOKIEN
VALERIE

KUM

Laurent Richard Maire



Cécile Chamineau

